



CDEN du 29 mars 2024.

Madame la Directrice académique, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Hier, la FCPE appelait les familles qui souhaitaient manifester leur refus de la mise en place de la réforme du "choc des savoirs" à ne pas envoyer leur enfant au collège. 20 établissements de la Gironde se sont fait l'écho de cette contestation, dont certains à 97% de leur effectif..

Aujourd'hui nous souhaitons motiver ce rejet des familles en deux points.

● **Nous n'acceptons pas le tri des élèves !**

L'instauration de groupes de niveau, renommés « groupes de besoins » dans les textes officiels qui viennent de paraître, cache en réalité un tri précoce des élèves.

La mise en œuvre de ces groupes entraînera une stigmatisation des élèves du groupe faible, une érosion générale de l'émulation pour ceux des autres groupes et une fragilisation de ceux plutôt forts qui auront l'impression d'être, en définitive, plutôt moyens dans un groupe très fort. Comment imaginer faire progresser tous les élèves en parallèle, lorsqu'il est clairement affiché que l'enjeu est également de cultiver l'excellence de ceux les plus à l'aise ? Ne nous leurrions pas : celui ou celle qui commence sa scolarité dans un groupe faible la terminera dans un groupe faible. Et que deviendront les élèves à besoins particuliers, allophones, en situation passagère de fragilité psychologique ou en situation de handicap ? Seront-ils cantonnés d'office dans les groupes les plus faibles, eux qui accumulent des retards bien malgré eux ?

La mise en concurrence, dès le plus jeune âge, se ressent déjà dans les écoles. Soumis à des évaluations répétées qui conduiront à des classements pour ajuster les groupes de niveau, les élèves seront sous pression constante. Cela conduira à un mal-être généralisé et à la fin de la cohésion du groupe-classe. L'auto-disqualification deviendra la règle pour les plus fragiles. Détrôner ses concurrents sera une nécessité. Une pression accrue des familles sur les enseignants est inévitable. Cela sonne le glas de la coopération et du vivre-ensemble, dès maintenant et pour les décennies à venir.

La réforme ne fera que renforcer les inégalités socio-spatiales entre les établissements car chaque équipe éducative pourra décider des modalités de constitution des groupes, de changement de groupes et de l'éventualité d'un regroupement en classe entière. Selon les cas, des options fermeront, des projets et sorties scolaires seront mis à mal, les dédoublements de classes dans certaines matières disparaîtront. Cela a déjà commencé ! La progression simultanée de tous les groupes et le passage d'un groupe à l'autre est illusoire.

Et que dire des emplois du temps qui imposeront une multitude d'heures de permanence à l'ensemble des collégiens alors même que des postes d'AED sont supprimés ? Que dire du manque d'attrait croissant de la profession d'enseignant et de la difficulté à recruter et à remplacer ? Enfin, que dire des moyens

L'École Publique doit rester le lieu où l'on peut apprendre tous ensemble : l'hétérogénéité des élèves est un atout et non un handicap.

● **Nous n'acceptons pas la relégation des élèves !**

D'abord, il a été prouvé par toutes les études scientifiques et par l'expérience de terrain que le redoublement était une mesure inefficace. D'ailleurs, cela fait des années que les politiques de l'Éducation Nationale rejettent massivement ce dispositif. Les élèves qui redoublent se sentent dévalorisés, démotivés, sont coupés de leur cercle d'amis, et cela nuit forcément à leurs apprentissages. Que cache ce retour en arrière ?

Ensuite, la réforme annoncée du Diplôme National du Brevet s'annonce catastrophique. Qu'attendre d'une année supplémentaire pour ceux qui n'auront pas réussi leur brevet, si ce n'est une perte de confiance dans le système scolaire et des abandons à court ou moyen termes ? De quelles familles seront issus ces élèves mis à l'écart du système ?

Après la mise en place de la mécanique Parcoursup au lycée, dont il n'est plus besoin de démontrer les failles, voilà que la même souffrance psychologique et le même besoin de performances s'invitent au collège.

C'est une école de la maltraitance psychologique et du tri social que le gouvernement veut mettre en place. Nous n'en voulons pas !

Attachés à la réussite de tous les élèves, nous ne voulons pas que cette réforme reflète un déni de la situation sociale et scolaire. Il est indispensable que les élèves puissent se construire de manière épanouissante et bienveillante, dans le respect du vivre-ensemble.

Attachés à la réussite de tous les jeunes, nous exigeons des moyens à la hauteur des besoins, qui permettent aux établissements scolaires de jouer pleinement leur rôle.

Nous vous remercions pour votre attention.